

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° 2000/2014 du 13 AOÛT 2014**  
**modifiant l'arrêté préfectoral n° 565/2006 du 21 février 2006 autorisant**  
**la société Crouvezier Developpement à exploiter une unité de blanchiment textile sur**  
**le territoire de la commune de GERARDMER.**

Le préfet des Vosges  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu le code de l'environnement et en particulier son Livre V ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 565/2006 du 21 février 2006 autorisant la société Crouvezier Developpement à exploiter une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de GERARDMER ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 5 juillet 2013 ;
- Vu le courrier de l'exploitant daté du 27 janvier 2014 relatif à la déclaration du statut IED ;
- Vu le rapport du 24 mars 2014 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 22 juillet 2014 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis pour observations éventuelles à la société Crouvezier Developpement en date du 22 juillet 2014 ;

- Considérant que la société Crouvezier Developpement n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté ;
- Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a proposé au préfet par courrier précité de retenir la rubrique 3620 comme rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles figurant au sein du document de référence BREF TXT comme BATc relatives à la rubrique principale ;
- Considérant donc qu'il convient de retenir la rubrique 3620 comme rubrique principale de l'exploitation et les Meilleures Techniques Disponibles figurant au sein du document de référence BREF TXT comme BATc relatives à la rubrique principale ;

Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 565/2006 est complété comme suit :

« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3620 relative au prétraitement ou teinture de textiles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF intitulé « Industrie textile » ».

La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 565/2006 est remplacée par :

Numéro	Activités	Régime	Observations
3620	Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour	Autorisation	Capacité de production : 133 t/j Blanchiment : 60 t/j Teinture : 6 t/j Enduction : 64 t/j Impression : 3 t/j

**Article 2** - En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, le sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le maire de Gérardmer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Crouvezier Développement et dont copie sera déposée à la mairie de Gérardmer et pourra être consultée. De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de Gérardmer pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture, pour une durée identique, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Epinal, le 13 AOUT 2014

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Eric REQUET

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.